

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/5

7 février 1996

(96-0430)

CONSEIL GENERAL

Original: anglais

## CONSEIL GENERAL

### Rapport annuel (1995)

Le présent rapport a été établi conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapport dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105). Il présente les décisions prises par le Conseil général depuis le 1er janvier 1995.

Pour s'acquitter de sa mission, le Conseil général a tenu neuf réunions depuis janvier 1995. Les procès-verbaux de ces réunions, qui restent les documents où il est rendu compte des travaux du Conseil, sont reproduits sous les cotes WT/GC/M/1-WT/GC/M/9.

Les questions considérées dans le rapport sont les suivantes:

	<u>Page</u>
1. Questions découlant du rapport du Comité préparatoire à l'OMC	6
a) Règlements intérieurs de la Conférence ministérielle et du Conseil général	6
b) Participation aux réunions des organes de l'OMC de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC	6
c) Participation de l'ONU, de la CNUCED, du FMI et de la Banque mondiale à la première réunion du Conseil général en qualité d'observateurs	6
d) Accord de transfert entre le GATT de 1947, l'ICITO et l'OMC	6
e) Moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel	7
f) Achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services	7
g) Demandes d'accession à l'OMC au titre de l'article XII	8
h) Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC	9
i) Adoption du rapport du Comité préparatoire	9
2. Approbation des listes concernant les marchandises et les services conformément à la Décision ministérielle en faveur des pays les moins avancés	9
3. Accord de siège	10
4. Etablissement des comités et adoption de leurs mandats	10
a) Comité du commerce et du développement, Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements et Comité du budget, des finances et de l'administration	10

	<u>Page</u>
b) Comité de l'accès aux marchés	11
c) Comité du commerce et de l'environnement	11
d) Mandat du Comité de l'agriculture	11
5. Composition de l'Organe de supervision des textiles	11
6. Adoption de la Décision ministérielle de Marrakech sur les procédures de notification	12
7. Projet de décision sur le maintien en application, au titre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit Accord	12
8. Recommandation du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce	12
9. Accord sur l'inspection avant expédition	12
- Etablissement de l'entité indépendante d'examen prévue à l'article 4 de l'Accord	12
10. Approbation des règlements intérieurs des organes subsidiaires	13
a) Conseils du commerce des marchandises, des ADPIC et du commerce des services	13
b) Comité du commerce et du développement	13
c) Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements	13
11. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements	14
a) Programme de consultations pour 1995	14
b) Consultations	14
c) Renonciation des gouvernements israélien et sud-africain	15
d) Notes sur les réunions	15
12. Comité du budget, des finances et de l'administration	15
- Rapports	15
13. Unions douanières et zones de libre-échange; accords régionaux	16
a) Etablissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux	16
b) Mandats des groupes de travail des accords notifiés au titre de l'article XXIV du GATT de 1947	17
c) Elargissement de l'Union européenne	17
d) Accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovaquie	18
14. Dérogations en vigueur au 1er janvier 1995	18
15. Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC	18

	<u>Page</u>
16. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC	18
a) Système harmonisé	18
i) Bangladesh, Guatemala, Israël, Jamaïque, Maroc Sri Lanka, Trinité-et-Tobago	18
ii) Pakistan	19
iii) Bangladesh, Bolivie, Guatemala, Jamaïque, Maroc, Nicaragua, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago	19
iv) Introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC le 1er janvier 1996	20
b) Autres dérogations	20
i) Sénégal - Renégociation de la Liste XLIX	20
ii) Malawi - Renégociation de la Liste LVIII	21
iii) Zambie - Renégociation de la Liste LXXVIII	21
iv) Etats-Unis - Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes	21
17. Accession	22
a) Bélarus	22
b) Equateur	22
c) Seychelles	23
d) Tonga	23
e) Vanuatu	24
f) Viet Nam	24
g) Groupes de travail de l'accession à l'OMC	24
- Présidents	24
18. Brésil - Mesures de restriction des importations d'automobiles	25
19. Brésil - Relèvement de droits	25
20. Japon-Etats-Unis - Questions concernant les automobiles et pièces d'automobiles	26
a) Questions concernant les automobiles et pièces d'automobiles: mesures unilatérales des Etats-Unis	26
b) Obstacles et pratiques restrictives existant au Japon dans le secteur automobile	26
21. Papouasie-Nouvelle-Guinée - Relèvement du droit appliqué aux maquereaux en conserve	26
22. Etats-Unis - Imposition de droits d'importation sur les automobiles en provenance du Japon au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur	26
23. Etats-Unis - Ouverture d'une enquête concernant le marché japonais des pellicules photographiques au titre de l'article 301 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur	27

	<u>Page</u>
24. Etats-Unis - Projet de loi visant à renforcer l'embargo commercial, économique et financier imposé à Cuba	27
25. Etats-Unis - Projet de loi sur les sanctions contre l'Iran applicables aux entreprises étrangères dans le secteur pétrolier	27
26. Etats-Unis - Mesures récentes prises en vertu de l'article 301 de la Loi générale de 1988 sur le commerce extérieur et la concurrence	27
27. Négociations sur les services financiers	28
28. Organisation et méthodes de travail des organes de l'OMC	28
29. Langue de travail du Comité technique des règles d'origine institué sous les auspices de l'Organisation mondiale des douanes	28
30. Présence aux réunions de l'OMC des délégations qui ont demandé l'inscription d'un point à l'ordre du jour	28
31. Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC	29
32. Lignes directrices concernant l'organisation des réunions	29
33. Calendrier des réunions du Conseil général	29
34. Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC	30
35. Arrangements en vue d'une coopération efficace avec d'autres organisations intergouvernementales	30
a) ONU	30
b) FMI et Banque mondiale	31
c) OMPI	31
36. Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales conformément à l'article V:2 de l'Accord sur l'OMC	31
37. Centre du commerce international CNUCED/GATT	32
a) Relations entre le Centre du commerce international CNUCED/GATT et l'OMC	32
b) Rapport du Groupe consultatif commun	33
38. Activités dans le domaine de la formation	33
39. Ratification de l'Accord sur l'OMC	33
a) Cameroun	33
b) Egypte	33
c) Pologne	33

	<u>Page</u>
d) Suisse	34
e) Turquie	34
40. Conférence ministérielle de 1996	34
a) Lieu de la Conférence	34
b) Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle	34
41. Traitements et pensions du personnel de l'OMC	35
42. Directeur général et Directeurs généraux adjoints	35
a) Désignation d'un nouveau Directeur général	35
b) Création d'un autre poste de Directeur général adjoint	35
43. Statut d'observateur	36
a) Gouvernements	36
i) Demandes présentées par un certain nombre d'Etats et de territoires douaniers distincts	36
ii) Oman	37
iii) Chine	37
b) Organisations internationales intergouvernementales	38
44. Statut des pays les moins avancés dont les listes concernant les marchandises et les services ont été approuvées par le Conseil général (WT/L/70) et des autres participants non votants visés par la Décision du Conseil général reproduite dans le document WT/L/27	38
45. Désignation des présidents de l'Organe de règlement des différends, de l'Organe d'examen des politiques commerciales, du Conseil du commerce des marchandises, du Conseil du commerce des services, du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, du Comité du commerce et du développement, du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, du Comité du budget, des finances et de l'administration et du Comité du commerce et de l'environnement	39
46. Election du Président	40
47. Examen des activités de l'OMC	40
48. Tour d'horizon annuel de l'évolution du commerce international et du système commercial	40

1. Questions découlant du rapport du Comité préparatoire à l'OMC

a) Règlements intérieurs de la Conférence ministérielle et du Conseil général (WT/GC/M/1, 3)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a rappelé que le Comité préparatoire avait approuvé les règlements intérieurs de la Conférence ministérielle et du Conseil général, reproduits dans le document PC/IPL/9. Il a proposé que le Conseil général adopte ces règlements intérieurs, à l'exception des dispositions concernant le Président et le Vice-Président du Conseil général et le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales, et l'autorise à procéder à des consultations informelles sur ces points en vue d'y revenir lors d'une réunion ultérieure.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/28).

A la réunion du Conseil général du 3 avril 1995, le Président a proposé, à la suite des consultations qu'il avait menées, que le Conseil adopte les règles du projet de règlement intérieur concernant le Président et le Vice-Président du Conseil, qui figurent dans le document WT/GC/W/5; il a également proposé de poursuivre les consultations sur les règles concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

b) Participation aux réunions des organes de l'OMC de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a rappelé que le Comité préparatoire avait invité le Conseil général à adopter, à sa première réunion, la décision concernant la participation aux réunions des organes de l'OMC de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC, qui est reproduite dans le document PC/10, et il a proposé que cette décision soit adoptée.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/27).

c) Participation de l'ONU, de la CNUCED, du FMI et de la Banque mondiale à la première réunion du Conseil général en qualité d'observateurs (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a fait observer que le Comité préparatoire avait recommandé que, en attendant l'adoption de lignes directrices sur le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales, les représentants de l'ONU, de la CNUCED, du FMI et de la Banque mondiale soient invités à assister, en qualité d'observateurs, à la première réunion du Conseil général. Il a proposé que le Conseil général approuve la recommandation du Comité préparatoire.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

d) Accord de transfert entre le GATT de 1947, l'ICITO et l'OMC (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a rappelé que le Comité préparatoire et les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 avaient approuvé un accord de transfert entre le Comité préparatoire, l'ICITO et les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 (PC/9). Conformément à la recommandation du Comité préparatoire, il a proposé que le Conseil général

approuve les décisions prises par le Comité préparatoire et les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/36).

e) Moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a proposé que le Conseil général adopte la décision concernant les moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel, qui avait été adoptée par le Comité préparatoire et les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 (PC/11).

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/29).

f) Achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/GC/M/1, 3, 5, 6, 8, 9)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a rappelé que le Comité préparatoire avait transmis au Conseil général, pour adoption à sa première réunion, la décision relative à l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services, reproduite dans le document PC/17, et il a proposé que cette décision soit adoptée.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/30).

A la réunion du Conseil général du 3 avril 1995, le Président du Conseil du commerce des marchandises et le Président du Conseil du commerce des services ont fait un rapport sur l'achèvement des négociations sur les listes de plusieurs Etats et de leur vérification par leur Conseil respectif.

Le Président a pris la parole.

Le Conseil général a approuvé les listes de la Gambie et du Tchad<sup>1</sup> concernant les marchandises et est convenu de reporter au 24 avril 1995 la date limite de présentation des listes négociées concernant les marchandises et les services, indiquée dans le document WT/L/30.

A la réunion du Conseil général du 11 juillet 1995, le Président a fait remarquer que les pays visés par la décision contenue dans le document WT/L/30, à savoir les Emirats arabes unis, la Grenade, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Qatar et Saint-Kitts-et-Nevis, n'avaient pas encore achevé le processus d'accession. Comme ces Etats étaient parties contractantes au GATT de 1947 et puisque le Conseil général leur avait accordé le statut d'observateur, il a proposé qu'ils continuent d'avoir ce statut auprès des organes de l'OMC jusqu'au 31 décembre 1995, date à laquelle le GATT de 1947 devait prendre fin.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a ensuite informé le Conseil général qu'un projet de Protocole d'accession à l'intention des pays visés par la décision contenue dans le document WT/L/30 était en préparation et serait distribué en temps voulu au Conseil général pour examen et approbation.

---

<sup>1</sup>Le Conseil général a examiné par la suite la question de ces deux pays au titre du point 2 - "Approbation des listes concernant les marchandises et les services conformément à la Décision ministérielle en faveur des pays les moins avancés".

Le Conseil général a pris note de cette information.

A la réunion du Conseil général du 31 juillet 1995, le Président a proposé que le Conseil approuve la liste de la Grenade concernant les marchandises et les listes du Qatar concernant les marchandises et les services, étant entendu que l'approbation de ces listes ne signifiait pas que le processus d'accession de ces pays était achevé car la question des prescriptions relatives aux instruments d'accession de tous les pays visés par la décision contenue dans le document WT/L/30 faisait encore l'objet de consultations.

Le Conseil général a approuvé les listes de ces pays, compte tenu de la précision apportée par le Président.

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a approuvé les listes de Saint-Kitts-et-Nevis et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée concernant les marchandises et les services. Il a ensuite examiné les projets de protocole d'accession et les projets de décision sur l'accession de la Grenade (WT/GC/W/20), de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (WT/GC/W/21), du Qatar (WT/GC/W/22) et de Saint-Kitts-et-Nevis (WT/GC/W/23).

Le Conseil général a approuvé le texte des projets de protocole d'accession (WT/L/97 - la Grenade; WT/L/99 - Papouasie-Nouvelle-Guinée; WT/L/101 - Qatar et WT/L/95 - Saint-Kitts-et-Nevis) et, conformément aux "Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC", contenues dans le document WT/L/93, il a adopté les décisions sur l'accession de ces pays (WT/L/96 - la Grenade; WT/L/98 - Papouasie-Nouvelle-Guinée; WT/L/100 - Qatar et WT/L/94 - Saint-Kitts-et-Nevis).

Le représentant du Japon a réitéré la préoccupation de son gouvernement au sujet du droit appliqué par la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux maquereaux en conserve, dont le taux était supérieur à la consolidation à un taux plafond fixée pour ce produit dans la liste de ce pays.<sup>2</sup>

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a approuvé les listes des Emirats arabes unis concernant les marchandises et les services.

Le Président a informé le Conseil que les consultations sur un projet de protocole d'accession pour les Emirats arabes unis et un projet de décision les autorisant à accéder à l'Accord sur l'OMC aux conditions énoncées dans ce protocole se poursuivaient et que le Conseil reviendrait sur cette question lorsque ces consultations seraient terminées.

Le Conseil général a pris note de cette information.

g) Demandes d'accession à l'OMC au titre de l'article XII (WT/GC/M/1)

A sa réunion du 31 janvier 1995, le Conseil général a approuvé la recommandation du Comité préparatoire (PC/R, paragraphe 35) qui avait proposé que, lorsque des demandes d'accession à l'OMC au titre de l'article XII étaient présentées par des Etats et des territoires douaniers distincts pour lesquels il existait déjà un groupe de travail dans le cadre du GATT de 1947, les groupes de travail existants poursuivent leurs travaux en tant que groupe de travail des accessions à l'OMC, avec un mandat type et leurs présidents actuels respectifs.

---

<sup>2</sup>Une déclaration antérieure du Japon sur cette question est présentée au titre du point 21 - "Papouasie-Nouvelle-Guinée - Relèvement du droit appliqué aux maquereaux en conserve".



h) Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a rappelé que le Comité préparatoire avait approuvé le projet de lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC (PC/IPL/14) et les avaient transmises à l'OMC pour qu'elle y donne suite. Il a proposé que le Conseil général approuve ces lignes directrices.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/31).

i) Adoption du rapport du Comité préparatoire (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a proposé que le Conseil adopte l'ensemble du rapport du Comité préparatoire à l'OMC (PC/R et Corr.1), compte tenu des précisions qu'il a apportées sur ce qu'impliquait l'adoption du rapport.

Le Conseil général a adopté l'ensemble du rapport du Comité préparatoire compte tenu des précisions apportées par le Président.

2. Approbation des listes concernant les marchandises et les services conformément à la Décision ministérielle en faveur des pays les moins avancés<sup>3</sup> (WT/GC/M/4, 9)

Aux termes de la Décision de Marrakech en faveur des pays les moins avancés, ceux-ci avaient un délai supplémentaire d'un an à compter du 15 avril 1994 pour présenter leurs listes conformément à l'article XI de l'Accord sur l'OMC.

A la réunion du Conseil général du 31 mai 1995, le Président du Conseil du commerce des marchandises et le Président du Conseil du commerce des services ont fait un rapport sur la vérification par leur Conseil respectif des listes d'un certain nombre de pays qui avaient été soumises conformément à cette décision et qui avaient été transmises au Conseil général pour approbation finale.

Le Conseil général a approuvé les listes des 20 pays qui lui avaient été transmises pour approbation.<sup>4</sup>

Le Président a pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

A la réunion du Conseil général des 13 et 15 décembre 1995, le Président a dit que même si le délai prévu dans la Décision ministérielle était venu à expiration, le Conseil pourrait, à titre exceptionnel, examiner pour approbation les listes des Iles Salomon concernant les marchandises et les services qui avaient été récemment mises au point.

Le Conseil général a approuvé les listes des Iles Salomon concernant les marchandises et les services figurant dans la Liste CXXXV et le document S/P/2 respectivement.

---

<sup>3</sup>La question de l'approbation des listes de la Gambie et du Tchad concernant les marchandises a été examinée le 3 avril, au titre du point 1 f) - "Achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services".

<sup>4</sup>La liste des pays concernés et les documents de référence pertinents ont été publiés par la suite sous la cote WT/L/70.

Le Président a indiqué que les Iles Salomon deviendraient Membre de l'OMC le trentième jour suivant la date de leur acceptation de l'Accord sur l'OMC, à condition que cette acceptation ait lieu dans la période de deux ans prévue à l'article XIV:1. Il a proposé que comme dans le cas des autres pays les moins avancés visés par la Décision de Marrakech qui n'avaient pas encore accepté l'Accord sur l'OMC<sup>5</sup>, les Iles Salomon bénéficient du statut d'observateur jusqu'au 31 décembre 1996, date à laquelle la période de deux ans mentionnée à l'article XIV:1 de l'Accord sur l'OMC viendrait à expiration.

Le Conseil général a pris note de cette information et en est ainsi convenu.

3. Accord de siège (WT/GC/M/1, 4)

En juillet 1994, le Comité préparatoire de l'OMC avait approuvé le choix de Genève comme siège de l'OMC (PC/M/4, Annexe 1), sous réserve de la conclusion satisfaisante de la négociation d'un accord de siège avec les autorités suisses. En décembre 1994, le Comité était convenu que le mandat de l'équipe qui négociait au nom de l'OMC serait prorogé, qu'un rapport de situation serait présenté à la première réunion du Conseil général de l'OMC et que l'ensemble des résultats des négociations serait communiqué à une réunion ultérieure du Conseil pour approbation (PC/R, paragraphe 16).

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, M. Szepesi (Hongrie) a présenté un rapport de situation sur la négociation de l'Accord de siège.

Le Conseil général a pris note du rapport de situation et est convenu que l'ensemble des résultats des négociations lui serait soumis pour approbation à une prochaine réunion.

A sa réunion du 31 mai 1995, le Conseil général a examiné une note de l'équipe de négociateurs de l'OMC (WT/GC/3) et deux instruments juridiques qu'elle avait négociés avec les autorités suisses (WT/GC/1 et Add.1 et WT/GC/2).

Le Président a proposé que le Conseil général approuve les deux instruments juridiques et l'autorise, ainsi que le Directeur général de l'OMC, à accepter ces instruments juridiques au nom de l'OMC.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/69).

4. Etablissement des comités et adoption de leurs mandats

- a) Comité du commerce et du développement, Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements et Comité du budget, des finances et de l'administration (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a proposé que, conformément à l'article IV:7 de l'Accord sur l'OMC, le Conseil général établisse un Comité du commerce et du développement, un Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements et un Comité du budget, des finances et de l'administration.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

---

<sup>5</sup>Voir le point 44 - "Statut des pays les moins avancés dont les listes concernant les marchandises et les services ont été approuvées par le Conseil général (WT/L/70) et des autres participants non votants visés par la Décision du conseil général reproduite dans le document WT/L/27".

Le Président a ensuite proposé que le Conseil général approuve la composition du Comité du budget, des finances et de l'administration et adopte son mandat, figurant dans le document PC/IPL/2, ainsi que le mandat du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, figurant dans le document PC/IPL/3, et le mandat du Comité du commerce et du développement, figurant dans le document PC/IPL/4, et qu'il prenne note des déclarations ou des points convenus à leur sujet, mentionnés au paragraphe 40 du document PC/R.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

b) Comité de l'accès aux marchés (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a rappelé qu'il avait été convenu d'établir un Comité de l'accès aux marchés et a proposé que le Conseil général établisse ce Comité conformément à l'article IV:7 de l'Accord sur l'OMC.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a ensuite proposé que le Conseil général adopte le mandat du Comité de l'accès aux marchés, contenu dans le document PC/IPL/5, et prenne note de la déclaration ou des points convenus à son sujet, mentionnés aux paragraphes 6, 7 et 8 du document PC/IPL/M/9.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

c) Comité du commerce et de l'environnement (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a rappelé que, conformément à la Décision ministérielle de Marrakech sur le commerce et l'environnement (MTN.TNC/45(MIN), Annexe II), un Comité du commerce et de l'environnement devait être établi à la première réunion du Conseil général, et il a proposé que le Conseil général établisse ce comité.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

d) Mandat du Comité de l'agriculture (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a proposé que le Conseil adopte le mandat du Comité de l'agriculture contenu dans le document PC/IPL/1, et prenne note de la déclaration ou des points convenus à son sujet, mentionnés au paragraphe 40 du document PC/R.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

5. Composition de l'Organe de supervision des textiles (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a proposé, à la lumière des consultations qui avaient eu lieu pendant le mois précédent, que le Conseil général adopte le projet de décision sur la composition de l'OSpT, reproduit dans le document WT/GC/W/4.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/26).

Le Président a ensuite proposé que l'OSpT soit composé de membres nommés par les Membres de l'OMC ci-après: Brésil, Canada, Communautés européennes, Etats-Unis, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Norvège et Pakistan.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a ensuite invité les Membres de l'OMC mentionnés ci-dessus à nommer les membres de l'OSpT respectifs et a proposé que M. Szepesi (Hongrie) soit nommé Président de l'OSpT pour une durée de trois ans.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

6. Adoption de la Décision ministérielle de Marrakech sur les procédures de notification (WT/GC/M/1)

A sa réunion du 31 janvier 1995, le Conseil général a adopté la Décision ministérielle de Marrakech sur les procédures de notification, dont les Ministres avaient recommandé l'adoption par la Conférence ministérielle.

7. Projet de décision sur le maintien en application, au titre de l' Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit accord (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a proposé que le Conseil adopte le projet de décision reproduit dans le document WT/GC/W/1, qui prévoit le maintien en application, au titre de l' Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, de l'invocation des dispositions permettant aux pays en développement de différer l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane de 1979 et de faire des réserves au titre dudit Accord.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/38).

8. Recommandation du Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce (WT/GC/M/3)

A la réunion du Conseil général du 3 avril 1995, le Président a appelé l'attention sur les recommandations concernant la question des arrangements pour les notifications au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC que devaient présenter les Etats et territoires douaniers distincts admis à devenir Membres originels de l'OMC qui acceptaient l'Accord après son entrée en vigueur (G/TRIMS/2) et il a proposé que le Conseil général adopte la décision contenue dans ce document.

Le Conseil général en est ainsi convenu (WT/L/64).

9. Accord sur l'inspection avant expédition  
- Etablissement de l'entité indépendante d'examen prévue à l'article 4 de l'Accord (WT/GC/M/9)

A la réunion du Conseil général des 13 et 15 Décembre 1995, le Président a appelé l'attention des membres sur le projet de décision concernant l'établissement de l'entité indépendante d'examen prévue à l'article 4 de l'Accord sur l'inspection avant expédition (G/PSI/W/2/Rev.1).

Le Conseil général a adopté la décision (WT/L/125).

10. Approbation des règlements intérieurs des organes subsidiaires

a) Conseils du commerce des marchandises, des ADPIC et du commerce des services  
(WT/GC/M/4, 6, 8)

A sa réunion du 31 mai 1995, le Conseil général a examiné, pour approbation, conformément à l'article IV:5 de l'Accord sur l'OMC, les projets de règlement intérieur des Conseils du commerce des marchandises, des ADPIC et du commerce des services, reproduits, respectivement, dans les documents G/C/W/2, IP/C/W/2 et S/C/W/2.

Le Président a indiqué que d'autres travaux étaient nécessaires avant que ces projets puissent être approuvés. Comme il apparaissait que les questions en suspens intéressaient les trois Conseils sectoriels, il a proposé de tenir des consultations à ce sujet avec leurs Présidents; il a proposé aussi que le Conseil général revienne sur ce point à sa réunion suivante.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

A sa réunion du 31 juillet 1995, le Conseil général a examiné le projet de règlement intérieur des réunions du Conseil du commerce des marchandises, reproduit dans les documents G/C/W/2 et Add.1.

Le Président a pris la parole.

Le Conseil général a approuvé le règlement intérieur du Conseil du commerce des marchandises (G/C/W/2 et Add.1) et est convenu que, puisque la question relative à la règle 33 se posait aussi pour le règlement intérieur du Conseil des ADPIC et du Conseil du commerce des services, la solution adoptée pour le Conseil du commerce des marchandises serait soumise aux deux autres Conseils sectoriels, pour examen.

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné les règlements intérieurs des réunions du Conseil des ADPIC et du Conseil du commerce des services, qui sont reproduits dans les documents IP/C/1 et S/L/15, et que ces Conseils venaient d'adopter.

Le Conseil général a approuvé les règlements intérieurs des réunions du Conseil des ADPIC et du Conseil du commerce des services, reproduits, respectivement, dans les documents IP/C/1 et S/L/15.

b) Comité du commerce et du développement (WT/GC/M/8)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné le règlement intérieur des réunions du Comité du commerce et du développement, reproduit dans le document WT/COMTD/6, et que le Comité venait d'adopter.

Le Conseil général a approuvé le règlement intérieur des réunions du Comité du commerce et du développement reproduit dans le document WT/COMTD/6.

c) Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements (WT/GC/M/9)

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a examiné le règlement intérieur des réunions du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements (WT/BOP/10), que ce Comité venait d'adopter.

Le Conseil général a approuvé le règlement intérieur des réunions du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements reproduit dans le document WT/BOP/10.

11. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements<sup>6</sup>

a) Programme de consultations pour 1995 (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président a appelé l'attention sur le programme de consultations du Comité proposé pour 1995 (WT/BOP/W/1).

Le représentant de la Turquie a pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et des renseignements figurant dans le document WT/BOP/W/1.

b) Consultations (WT/GC/M/5, 8, 9)

A la réunion du Conseil général du 11 juillet 1995, le Président du Comité a présenté les rapports du Comité sur ses consultations avec l'Afrique du Sud (WT/BOP/R/1-BOP/R/224) et l'Egypte (WT/BOP/R/2-BOP/R/225) et, compte tenu du fait que ces pays avaient cessé de se prévaloir des dispositions pertinentes du GATT, il a rappelé que chaque Membre avait le droit de prendre des mesures au titre des articles XII et XVIII:B en vue de sauvegarder sa position financière extérieure et de préserver l'équilibre de sa balance des paiements dans les circonstances visées par ces articles. Il a ensuite informé le Conseil général des conclusions des consultations avec la Hongrie et la Slovaquie, en attendant la présentation des rapports sur ces consultations.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté les rapports reproduits sous la cote WT/BOP/R/1-BOP/R/224 et WT/BOP/R/2-BOP/R/225.

A la réunion du Conseil général du 15 novembre 1995, le Président du Comité a présenté les rapports du Comité sur ses consultations avec la Hongrie (WT/BOP/R/3-BOP/R/226), la République slovaque (WT/BOP/R/4-BOP/R/227) et la Turquie (WT/BOP/R/6-BOP/R/230), et a informé le Conseil général des conclusions des consultations avec le Brésil et Sri Lanka, en attendant la présentation des rapports sur ces consultations.

Le représentant du Brésil a pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a adopté les rapports reproduits sous la cote WT/BOP/R/3-BOP/R/226, WT/BOP/R/4-BOP/R/227 et WT/BOP/R/6-BOP/R/230.

A la réunion du Conseil général des 13 et 15 décembre 1995, le Président du Comité a présenté les rapports du Comité sur ses consultations avec le Brésil (WT/BOP/R/7-BOP/R/231), Sri Lanka (WT/BOP/R/8-BOP/R/233) et les Philippines (WT/BOP/R/9-BOP/R/233) et a présenté un rapport oral sur les consultations du Comité avec l'Inde, en attendant la présentation du rapport sur ces consultations.

Le représentant des Etats-Unis a pris la parole.

Le Conseil a pris note de la déclaration et a adopté les rapports reproduits sous la cote BOP/R/231-WT/BOP/R/7, BOP/R/232-WT/BOP/R/8 et BOP/R/233-WT/BOP/R/9.

---

<sup>6</sup>En ce qui concerne la désignation du Président du Comité, voir le point 45 - "Désignation des présidents ...".

c) Renonciation des gouvernements israélien et sud-africain (WT/GC/M/8)

A la réunion du Conseil général du 15 novembre 1995, le Président du Comité a informé le Conseil qu'Israël et l'Afrique du Sud avaient récemment annoncé au Comité qu'ils renonçaient à se prévaloir des dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements (WT/BOP/N/3 et WT/BOP/N/5).

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

d) Notes sur les réunions (WT/GC/M/8)

A la réunion du Conseil général du 15 novembre 1995, le Président du Comité a appelé l'attention sur les discussions du Comité au sujet de ses travaux en cours, dont il est rendu compte dans le document WT/BOP/R/5-BOP/R/229.

Le Conseil général a pris note des renseignements contenus dans le document WT/BOP/R/5-BOP/R/229.

12. Comité du budget, des finances et de l'administration<sup>7</sup>  
- Rapports (WT/GC/M/3, 4, 5, 8, 9)

A la réunion du Conseil général du 3 avril 1995, le Président du Comité a présenté les recommandations faites par le Comité à ses réunions des 16, 22 et 27 mars (WT/BFA/2-L/7626), en attendant la présentation d'un rapport sur ces réunions, et il a rendu compte oralement, sous sa propre responsabilité, des discussions du Comité concernant le rapport sur la gestion.

Le Président a pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations, notamment du compte rendu oral que le Président du Comité du budget a fait, sous sa propre responsabilité, sur le rapport sur la gestion, et a approuvé les recommandations du Comité du budget figurant aux paragraphes 1, 2 et 3 du document WT/BFA/2-L/7626.

A la réunion du Conseil général du 31 mai 1995, le Président du Comité a présenté les rapports du Comité contenus dans les documents WT/BFA/3-L/7628 et WT/BFA/4-L/7629.

Les représentants de l'Egypte et de la Suisse, le Président du Comité et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations; il a approuvé les recommandations spécifiques du Comité du budget figurant aux paragraphes 32, 33, 34 et 35 de son rapport reproduit dans le document WT/BFA/3-L/7628 et a adopté le rapport. Le Conseil général a ensuite approuvé les recommandations spécifiques du Comité du budget figurant aux paragraphes 9, 13 et 15 de son rapport reproduit dans le document WT/BFA/4-L/7629, et a adopté le rapport.

A la réunion du Conseil général du 11 juillet 1995, le Président du Comité a présenté les recommandations faites par le Comité à sa réunion du 29 juin (WT/BFA/5 et Add.1-L/7631 et Add.1), en attendant la présentation d'un rapport sur cette réunion.

---

<sup>7</sup>En ce qui concerne la désignation du Président du Comité, voir le point 45 - "Désignation des présidents ...".

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a approuvé les recommandations spécifiques du Comité du budget figurant aux paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 du document WT/BFA/5 et Add.1-L/7631 et Add.1.

Le Directeur général a pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

A la réunion du Conseil général du 15 novembre 1995, le Président du Comité a présenté les rapports du Comité reproduits dans les documents WT/BFA/6-L/7633, WT/BFA/7-L/7634 et WT/BFA/13-L/7649.

Les représentants du Maroc, du Zimbabwe, de l'Egypte et du Sénégal, le Président du Comité et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note de ces déclarations et a adopté le rapport du Comité reproduit dans le document WT/BFA/6-L/7633. Le Conseil général a ensuite approuvé les recommandations spécifiques du Comité du budget figurant au paragraphe 9 de son rapport reproduit dans le document WT/BFA/7-L/7634 et a adopté ce rapport. Le Conseil général a également approuvé les recommandations spécifiques du Comité du budget figurant aux paragraphes 14, 18, 22 et 39 de son rapport reproduit dans le document WT/BFA/13-L/7649 et a adopté ce rapport.

A la réunion du Conseil général des 13 et 15 décembre 1995, le Président du Comité a présenté les recommandations faites par le Comité à sa réunion du 30 novembre (WT/BFA/15-L/7656), en attendant la présentation d'un rapport sur cette réunion.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a approuvé la recommandation spécifique du Comité du budget figurant au paragraphe 2 du document WT/BFA/15-L/7656.

13. Unions douanières et zones de libre-échange: accords régionaux

a) Etablissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux (WT/GC/M/8, 9)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné une communication du Canada (WT/GC/W/18) proposant que le Président du Conseil général tienne des consultations sur l'établissement éventuel d'un comité des arrangements commerciaux régionaux.

Les représentants du Canada, du Japon, de Hong Kong, de la Corée, de la Malaisie (intervenant au nom des pays membres de l'ANASE), des Etats-Unis, de l'Inde, de l'Australie, de l'Argentine, de la Suisse, des Communautés européennes, de la Norvège, du Mexique, du Maroc, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, de l'Egypte, du Brésil, de la Pologne, de la République tchèque, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Uruguay, de la Trinité-et-Tobago, du Chili, de la Hongrie, de la Roumanie, du Venezuela et de la Tanzanie ainsi que le Président du Conseil du commerce des marchandises, le Directeur général et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a autorisé son Président à procéder à des consultations informelles sur la question de l'établissement d'un comité des arrangements commerciaux régionaux.

A la réunion du Conseil général des 13 et 15 décembre 1995, le Président, compte tenu des consultations qu'il avait menées, a proposé que le Conseil général convienne, en principe, d'établir un comité des arrangements commerciaux régionaux et décide que le mandat de ce comité et les questions



connexes fassent l'objet de nouvelles consultations au début de 1996, à l'issue desquelles une décision finale serait prise.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

b) Mandats des groupes de travail des accords notifiés au titre de l'article XXIV du GATT de 1947 (WT/GC/M/5)

A la réunion du Conseil général du 11 juillet 1995, le Président a rappelé que cette question avait fait l'objet de consultations informelles menées par le Président du Conseil du commerce des marchandises.

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a pris la parole.

Le Conseil général a approuvé le mandat de ces groupes de travail ainsi que les points convenus s'y rapportant, dont le Président du Conseil du commerce des marchandises avait donné lecture.

Le représentant de l'Uruguay, parlant au nom des pays du MERCOSUR, a pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

c) Elargissement de l'Union européenne (WT/GC/M/1, 4)

A sa réunion du 31 janvier 1995, le Conseil général a examiné une communication des Communautés européennes concernant la ratification par la Communauté, le 1er janvier 1995, du Traité relatif à l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande, de la Suède et de la Norvège à l'Union européenne (L/7614), ainsi qu'une autre communication contenant la notification officielle de la ratification de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne (WT/L/7).

Le Président a dit qu'il croyait comprendre qu'à la suite de consultations tenues par le Secrétariat, les Membres étaient largement d'accord pour que le Conseil général établisse un groupe de travail au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 pour examiner la question, dans le cadre du mandat dont il a donné lecture.

Les représentants des Communautés européennes, des Etats-Unis, du Japon, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de l'Indonésie (parlant au nom des Membres de l'OMC faisant partie de l'ANASE), de l'Australie, du Chili, de la Suisse, de l'Uruguay, du Mexique, de l'Argentine, de la Turquie, de la Norvège, de l'Islande, de Hong Kong et d'Israël ont pris la parole.

Le Conseil général est convenu que de nouvelles consultations informelles auraient lieu au sujet du mandat et que la question serait réexaminée à une réunion ultérieure. Il a autorisé son Président à consulter sur ce point, si nécessaire, le Président du Conseil du commerce des marchandises et les Présidents d'autres Conseils de l'OMC.

A sa réunion du 31 mai 1995, le Conseil général a examiné une communication des Communautés européennes (WT/L/67) dans laquelle la Communauté acceptait la prorogation jusqu'au 31 décembre 1995 de tous les droits conférés aux Membres de l'OMC par l'article XXVIII:3 du GATT de 1994 eu égard aux négociations engagées au titre de l'article XXIV:6 à la suite de l'adhésion à l'Union européenne de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède.

Les représentants du Canada et du Japon ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu que la période de six mois visée à l'article XXVIII:3 ne serait pas considérée comme arrivant à expiration avant le 31 décembre 1995.

d) Accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovénie (WT/GC/M/5)

A la réunion du 11 juillet 1995, le représentant de la Hongrie, intervenant également au nom de la Slovénie, a informé le Conseil général qu'un accord de libre-échange entre la Hongrie et la Slovénie avait été signé le 6 avril 1994 et était entré en vigueur le 1er janvier 1995 et que le texte de l'accord serait présenté sous peu. Le représentant de la Hongrie a indiqué que les deux pays étaient disposés à ce que l'accord soit examiné, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, par un groupe de travail qui pourrait être établi à cet effet.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

14. Dérogations en vigueur au 1er janvier 1995 (WT/GC/M/1)

A sa réunion du 31 janvier 1995, le Conseil général a examiné une liste mise à jour des dérogations en vigueur au 1er janvier 1995 (WT/L/3), conformément au texte du renvoi 1 contenu au point 1 b) iii) du GATT de 1994 selon lequel la Conférence ministérielle devait établir, à sa première session, une liste révisée des dérogations visées par ce point.

Le Conseil général a pris note des renseignements contenus dans le document WT/L/3.

15. Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC (WT/GC/M/8)

A la réunion du Conseil général du 15 novembre 1995, le Président a rappelé qu'un débat avait eu lieu au sujet de la manière dont les décisions concernant les dérogations ou l'accession à l'OMC devaient être prises par le Conseil général, et qu'il avait été proposé, à l'issue de consultations, que la question soit précisée dans une déclaration du Président dont celui-ci a donné lecture.

Le représentant de l'Inde a déclaré que sa délégation se rallierait à un consensus sur la déclaration du Président *ad referendum* et sous certaines réserves qu'il a définies.<sup>8</sup>

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a approuvé la déclaration du Président sur les procédures d'élaboration des décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC (WT/L/93).

16. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC

a) Système harmonisé

i) Bangladesh, Guatemala, Israël, Jamaïque, Maroc, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago (WT/GC/M/6)

A sa réunion du 31 juillet 1995, le Conseil général a examiné les demandes présentées par le Bangladesh (G/L/8), le Guatemala (G/L/12), Israël (G/L/14), la Jamaïque (G/L/9), le Maroc (G/L/11),

---

<sup>8</sup>Dans une lettre en date du 17 novembre adressée au Président, le représentant de l'Inde a indiqué que son gouvernement était prêt se rallier au consensus sous réserve que la décision soit fondée sur les éléments que la délégation indienne avait définis à la réunion et que cette déclaration soit insérée dans le compte rendu.

Sri Lanka (G/L/10) et la Trinité-et-Tobago (G/L/13) au sujet de la prorogation des dérogations qui leur avaient déjà été accordées pour mettre en oeuvre le Système harmonisé.

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de ces demandes par le Conseil.

Le Conseil général a pris note du rapport, a approuvé le texte des projets de décision (G/C/W/9/Rev.1 - Bangladesh; G/C/W/13/Rev.1 - Guatemala; G/C/W/15/Rev.1 - Israël; G/C/W/10/Rev.1 - Jamaïque; G/C/W/12/Rev.1 - Maroc; G/C/W/11/Rev.1 - Sri Lanka et G/C/W/14/Rev.1 - Trinité-et-Tobago), et est convenu que ces projets de décision feraient l'objet d'un vote par correspondance.

Le représentant de l'Argentine a pris la parole au nom du Groupe informel des pays en développement.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

Les décisions ont été adoptées le 31 août 1995 (WT/L/80 - Bangladesh; WT/L/81 - Guatemala; WT/L/82 - Israël; WT/L/83 - Jamaïque; WT/L/84 - Maroc; WT/L/86 - Sri Lanka; et WT/L/87 - Trinité-et-Tobago).

ii) Pakistan (WT/GC/M/8)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné la demande présentée par le Pakistan (G/L/6) au sujet de la prorogation de la dérogation qui lui avait déjà été accordée pour mettre en oeuvre le Système harmonisé, ainsi qu'un projet de décision à cet effet (G/C/W/7/Rev.1).

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de cette demande par le Conseil.

Le Conseil général a pris note du rapport et, conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC contenues dans le document WT/L/93, a adopté la décision (WT/L/102).

iii) Bangladesh, Bolivie, Guatemala, Jamaïque, Maroc, Nicaragua, Sri Lanka, Trinité-et-Tobago (WT/GC/M/9)

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a examiné les demandes présentées par le Bangladesh (G/L/42), la Bolivie (G/L/43), le Guatemala (G/L/44), la Jamaïque (G/L/45), le Maroc (G/L/56), le Nicaragua (G/L/46), Sri Lanka (G/L/48) et la Trinité-et-Tobago (G/L/49) au sujet de la prorogation des dérogations qui leur avaient déjà été accordées pour mettre en oeuvre le Système harmonisé ainsi que les projets de décision à cet effet (Bangladesh - G/C/W/23, Bolivie - G/C/W/24, Guatemala - G/C/W/25, Jamaïque - G/C/W/26, Maroc - G/C/W/35, Nicaragua - G/C/W/27, Sri Lanka - G/C/W/29 et Trinité-et-Tobago - G/C/W/30).

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de ces demandes par le Conseil.

Le Conseil général a pris note du rapport et, conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC contenues dans le document WT/L/93, a adopté les décisions (WT/L/114 - Bangladesh, WT/L/115 - Bolivie, WT/L/116 - Guatemala, WT/L/117 -

Jamaïque, WT/L/118 - Maroc, WT/L/119 - Nicaragua, WT/L/120 - Sri Lanka, et WT/L/121 - Trinité-et-Tobago).

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

iv) Introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC le 1er janvier 1996 (WT/GC/M/9)

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a examiné un projet de décision (G/MA/W/4/Rev.1) visant à suspendre les obligations découlant de l'article II du GATT de 1994 pour les Membres énumérés dans l'annexe du projet de décision relative à l'introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC le 1er janvier 1996.

Le représentant du Zimbabwe a demandé que son pays soit ajouté à la liste des Membres bénéficiant de la dérogation et le Président a indiqué que le Japon souhaitait retirer son nom de la liste. Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de ce projet de décision par le Conseil.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et du rapport et, conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC contenues dans le document WT/L/93, a adopté la décision (G/MA/W/4/Rev.1) telle qu'elle a été modifiée.

b) Autres dérogations

i) Sénégal - Renégociation de la Liste XLIX (WT/GC/M/6, 9)

A sa réunion du 31 juillet 1995, le Conseil général a examiné la demande présentée par le Sénégal (G/L/7) au sujet de la prorogation d'une dérogation qui lui avait précédemment été accordée pour la renégociation de sa liste, ainsi qu'un projet de décision à cet effet (G/C/W/8/Rev.1).

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de cette demande par le Conseil.

Le Conseil général a pris note du rapport, a approuvé le texte du projet de décision (G/C/W/8/Rev.1), et est convenu que ce projet de décision ferait l'objet d'un vote par correspondance.

La décision a été adoptée le 31 août 1995 (WT/L/85).

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a examiné la demande présentée par le Sénégal (G/L/52) au sujet de la prorogation d'une dérogation qui lui avait précédemment été accordée pour la renégociation de sa liste, ainsi qu'un projet de décision à cet effet (G/C/W/32).

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de cette demande par le Conseil.

Le Conseil général a pris note du rapport et, conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC contenues dans le document WT/L/93, a adopté la décision (WT/L/122).

ii) Malawi - Renégociation de la Liste LVIII (WT/GC/M/8)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné la demande présentée par le Malawi (G/L/24) au sujet de la prorogation de la dérogation qui lui avait déjà été accordée pour la renégociation de sa liste, ainsi qu'un projet de décision à cet effet (G/C/W/19).

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de cette demande par le Conseil.

Le Conseil général a pris note du rapport et, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC contenues dans le document WT/L/93, a adopté la décision (WT/L/103).

iii) Zambie - Renégociation de la Liste LXXVIII (WT/GC/M/9)

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a examiné la demande présentée par la Zambie (G/L/53) au sujet de la prorogation de la dérogation qui lui avait déjà été accordée pour la renégociation de sa liste, ainsi qu'un projet de décision à cet effet (G/C/W/33).

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de cette demande par le Conseil.

Le Conseil général a pris note du rapport et, conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC contenues dans le document WT/L/93, a adopté la décision (WT/L/123).

iv) Etats-Unis - Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes (WT/GC/M/8)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné une demande présentée par les Etats-Unis (G/L/25) au sujet de la prorogation de la dérogation concernant la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes (CBERA), ainsi qu'un projet de décision à cet effet (G/C/W/21/Rev.1).

Le Président du Conseil du commerce des marchandises a fait rapport sur l'examen de cette demande par le Conseil.

Le Conseil général a pris note du rapport et, conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC contenues dans le document WT/L/93, a adopté la décision (WT/L/104).

Le représentant de la Colombie a pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

17. Accessions

a) Bélarus (WT/GC/M/1)<sup>9</sup>

A sa réunion du 31 janvier 1995, le Conseil général a examiné une communication du Bélarus (WT/L/21) dans laquelle le gouvernement de ce pays demandait d'accéder à l'OMC au titre de l'article XII; or, il existait déjà un groupe de travail de l'accession au GATT de 1947.

Le Président, se fondant sur la décision du Conseil général concernant ces demandes<sup>10</sup>, a proposé que le Groupe de travail de l'accession du Bélarus poursuive ses travaux en tant que Groupe de travail de l'accession à l'OMC.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a invité le Bélarus, au nom du Conseil général, à assister aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC en qualité d'observateur pendant la durée des travaux du Groupe de travail.

b) Equateur (WT/GC/5, 6, 9)

En octobre 1992, le Conseil du GATT de 1947 avait établi un Groupe de travail chargé d'examiner la demande d'accession de l'Equateur à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Conformément à la décision prise par le Conseil général le 31 janvier<sup>11</sup> au sujet des demandes d'accession à l'OMC présentées par les gouvernements pour lesquels il existait déjà un groupe de travail de l'accession au GATT de 1947, ce groupe de travail avait été par la suite transformé en groupe de travail de l'accession à l'OMC.

A la réunion du Conseil général du 11 juillet 1995, le représentant de la Colombie, intervenant au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), a proposé qu'étant donné que le Groupe de travail de l'accession de l'Equateur venait juste d'achever ses travaux, le Conseil général tienne une réunion additionnelle dans le courant du mois afin de se prononcer sur l'accession de l'Equateur.

Les représentants des Etats-Unis, des Communautés européennes et de l'Equateur (en qualité d'observateur) ont pris la parole.

Le Président a indiqué qu'il tiendrait des consultations sur la question de la convocation d'une réunion additionnelle avant la pause d'été afin d'examiner ce point et d'autres qui avaient été soulevés à la réunion.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

A sa réunion du 31 juillet 1995, le Conseil général a examiné le rapport du Groupe de travail (WT/L/77 et Corr.1, Add.1, Add.1/Corr.1 et Corr.2, et Add.2).

---

<sup>9</sup>Figure dans ce document sous le point "Demande d'accession à l'OMC au titre de l'article XII".

<sup>10</sup>Voir WT/GC/M/1, point 4 g).

<sup>11</sup>Idem.

Les représentants de l'Equateur (en qualité d'observateur), du Venezuela, des Communautés européennes, de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE, de la Colombie et de l'Argentine, ainsi que le Président, ont pris la parole.

Les représentants d'une grande majorité de Membres - notamment Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Communautés européennes, Corée, Cuba, Egypte, Guatemala, Honduras, Hong Kong, Inde, Indonésie, Jamaïque, Japon, Malaisie, Mexique, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Philippines, République tchèque, Roumanie et Uruguay - ont souhaité qu'il soit inscrit au compte rendu qu'ils accueillaient avec satisfaction et approuvaient l'accession de l'Equateur.

Le Conseil général a approuvé le texte du projet de Protocole d'accession et celui du projet de décision, est convenu que le projet de décision ferait l'objet d'un vote par correspondance, a adopté le rapport du Groupe de travail (WT/L/77 et Corr.1, Add.1, Add.1/Corr.1 et Corr.2, et Add.2) et a pris note des déclarations et du soutien qui avait été exprimé.

La décision a été adoptée le 16 août 1995 (WT/ACC/ECU/5).

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a examiné une communication de l'Equateur (WT/ACC/ECU/6) dans laquelle celui-ci demandait que le délai prévu au paragraphe 7 de son Protocole d'accession pour l'acceptation soit prorogé jusqu'au 31 mars 1996.

Le Conseil général a accepté la modification (WT/ACC/ECU/7).

c) Seychelles (WT/GC/M/5)

A sa réunion du 11 juillet 1995, le Conseil général a examiné une communication (WT/ACC/SYC/1) dans laquelle les Seychelles exprimaient le désir d'accéder à l'OMC au titre de l'article XII.

Le représentant des Seychelles (en qualité d'observateur) et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations, est convenu d'établir un groupe de travail chargé d'examiner la demande des Seychelles et a autorisé le Président à désigner le président du groupe de travail, en consultation avec les représentants des Membres et le représentant des Seychelles.

Le représentant des Communautés européennes a pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

Le Président a ensuite invité les Seychelles, au nom du Conseil général, à assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC pendant la durée des travaux du groupe de travail.

d) Tonga (WT/GC/M/8)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné une communication dans laquelle les Tonga (WT/ACC/TON/1) exprimaient le désir d'accéder à l'OMC au titre de l'article XII.

Les représentants des Tonga (en qualité d'observateur), de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, des Etats-Unis, de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE, et de l'Inde, ainsi que le Directeur général, ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations, est convenu d'établir un groupe de travail chargé d'examiner la demande des Tonga et a autorisé le Président à désigner le président du groupe de travail en consultation avec des représentants des Membres et le représentant des Tonga.

Le Président a ensuite invité les Tonga, au nom du Conseil général, à assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC pendant la durée des travaux du groupe de travail.

e) Vanuatu (WT/GC/M/5)

A sa réunion du 11 juillet 1995, le Conseil général a examiné une communication (WT/ACC/VAT/1) dans laquelle Vanuatu exprimait le désir d'accéder à l'OMC au titre de l'article XII.

Les représentants de Vanuatu (en qualité d'observateur), des Communautés européennes, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de Chypre ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations, est convenu d'établir un groupe de travail chargé d'examiner la demande de Vanuatu et a autorisé le Président à désigner le président du groupe de travail, en consultation avec les représentants des Membres et le représentant de Vanuatu.

Le Président a ensuite invité Vanuatu, au nom du Conseil général, à assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC pendant la durée des travaux du groupe de travail.

f) Viet Nam (WT/GC/M/1, 3)

A la réunion du 31 janvier 1995, le Conseil général a examiné la communication (WT/L/1) dans laquelle le Viet Nam exprimait le désir d'accéder à l'OMC au titre de l'article XII.

Les représentants du Viet Nam (en qualité d'observateur), de l'Australie, de l'Indonésie au nom des pays de l'ANASE, de l'Inde, du Japon et de la Nouvelle-Zélande ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations, est convenu d'établir un groupe de travail chargé d'examiner la demande du Viet Nam et a autorisé le Président à désigner le président du groupe de travail en consultation avec les représentants des Membres et le représentant du Viet Nam.

Le Président a ensuite invité le Viet Nam, au nom du Conseil général, à assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC pendant la durée des travaux du groupe de travail.

A la réunion du 3 avril 1995, le Président a informé le Conseil général que M. S. Ho (Corée) avait accepté de siéger en qualité de Président du Groupe de travail.

Le Conseil général a pris note de cette information.

g) Groupes de travail de l'accession à l'OMC  
- Présidents (WT/GC/M/3, 4, 5)

A la réunion du Conseil général du 3 avril 1995, le Président a annoncé qu'à l'issue de consultations, les personnes dont les noms suivent avaient accepté de siéger en qualité de Président des groupes de travail correspondants:



- Accession du Cambodge: M. A. Meloni (Italie)
- Accession de la Lituanie: M. P. Witt (Allemagne)
- Accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine: M. B. Ekblom (Finlande)
- Accession du Soudan: M. A. Lecheheb (Maroc)
- Accession de l'Ouzbékistan: M. M. Ennaceur (Tunisie)
- Accession du Viet Nam: M. S. Ho (Corée)

Le Conseil général a pris note de ces informations.

A la réunion du 31 mai 1995, le Président a informé le Conseil général que M. B. Ekblom (Finlande) n'était plus en mesure d'exercer les fonctions de Président du Groupe de travail de l'accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine, et qu'il poursuivait les consultations en vue de trouver un nouveau président.

Le Conseil général a pris note de cette information.

A sa réunion du 11 juillet 1995, le Président a informé le Conseil général que M. Johannessen (Norvège) avait accepté de siéger en qualité de Président du Groupe de travail de l'accession de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Le Conseil général a pris note de cette information.

18. Brésil - Mesures de restriction des importations d'automobiles (WT/GC/M/6)

A la réunion du Conseil général du 31 juillet 1995, le représentant des Etats-Unis s'est déclaré préoccupé face à la notification par le Brésil (WT/BOP/N/4) de son intention d'invoquer l'article XVIII:B du GATT de 1994 à propos des restrictions quantitatives à l'importation d'automobiles mises en place le 13 juin.

Les représentants de la Corée, du Japon, des Communautés européennes, du Mexique, du Canada et du Brésil, ainsi que le Président du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note de ces déclarations.<sup>12</sup>

19. Brésil - Relèvements de droits (WT/GC/M/3)

A la réunion que le Conseil général a tenue le 3 avril 1995, le représentant des Etats-Unis s'est inquiété des relèvements de droits allant jusqu'à 70 pour cent annoncés par le Brésil pour certains biens de consommation durables et les automobiles.

Le représentant du Brésil a pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

---

<sup>12</sup>Voir également la déclaration faite par le Brésil le 15 novembre, sous le point 11 b) intitulé "Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements - Consultations".

20. Japon-Etats-Unis - Questions concernant les automobiles et pièces d'automobiles (WT/GC/M/4, 5)

- a) Questions concernant les automobiles et pièces d'automobiles: mesures unilatérales des Etats-Unis
- b) Obstacles et pratiques restrictives existant au Japon dans le secteur automobile

Lors de la réunion du Conseil général tenue le 31 mai 1995, le Président a dit qu'il croyait savoir que les délégations ne souhaitent pas engager un débat sur ces deux questions à ladite réunion, mais préféreraient que le Conseil général prenne note des déclarations qui avaient été faites sur ces points à la réunion du Conseil du commerce des marchandises du 29 mai et à celle que l'Organe de règlement des différends avait tenue le matin même.

Les représentants de l'Argentine et du Chili ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations, ainsi que des déclarations faites sur ces points à la réunion du Conseil du commerce des marchandises du 29 mai et à celle que l'Organe de règlement des différends avait tenue le matin même.<sup>13</sup>

A sa réunion du 11 juillet 1995, le Conseil général a de nouveau examiné cette question.

Les représentants du Japon, des Communautés européennes, de l'Australie et de Hong Kong ainsi que le Directeur général ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

21. Papouasie-Nouvelle-Guinée - Relèvement du droit appliqué aux maquereaux en conserve (WT/GC/M/4)

A la réunion que le Conseil général a tenue le 31 mai 1995, le représentant du Japon s'est dit préoccupé par le relèvement du droit appliqué aux maquereaux en conserve opéré récemment par la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui l'avait porté à un niveau supérieur au taux plafond consolidé figurant pour ce produit sur sa liste.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.<sup>14</sup>

22. Etats-Unis - Imposition de droits d'importation sur les automobiles en provenance du Japon au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur (WT/GC/M/4)

A la réunion que le Conseil général a tenue le 31 mai 1995, le représentant des Communautés européennes a dit que la Communauté souhaitait participer aux consultations au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994 demandées par le Japon<sup>15</sup> au sujet des mesures commerciales touchant les importations de certaines automobiles en provenance du Japon que les Etats-Unis envisageaient de prendre au titre des articles 301 et 304 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur.

---

<sup>13</sup>Voir les documents G/C/M/3, points 5 et 6, et WT/DSB/M/5, points 2 et 3.

<sup>14</sup>Le Japon a fait une déclaration ultérieure sur cette question, le 15 novembre, au titre du point 1 f) - "Achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services".

<sup>15</sup>Voir le document WT/DSB/M/5.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

23. Etats-Unis - Ouverture d'une enquête concernant le marché japonais des pellicules photographiques au titre de l'article 301 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur (WT/GC/M/5)

A la réunion tenue par le Conseil général le 11 juillet 1995, le représentant du Japon a dit que son pays était préoccupé par l'ouverture d'une enquête annoncée par les Etats-Unis, en application de l'article 301 de leur Loi de 1974 sur le commerce extérieur, concernant le marché japonais des pellicules photographiques.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

24. Etats-Unis - Projet de loi visant à renforcer l'embargo commercial, économique et financier imposé à Cuba (WT/GC/M/5)

A la réunion que le Conseil général a tenue le 11 juillet 1995, le représentant de Cuba s'est dit préoccupé par un projet de loi soumis au Congrès des Etats-Unis qui prévoyait de renforcer l'embargo commercial, économique et financier imposé à Cuba.

Les représentants des Communautés européennes, du Mexique et de la Colombie ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

25. Etats-Unis - Projet de loi sur les sanctions contre l'Iran applicables aux entreprises étrangères dans le secteur pétrolier (WT/GC/M/9)

A la réunion du Conseil général tenue les 13 et 15 décembre 1995, le représentant des Communautés européennes s'est dit préoccupé par un projet de loi soumis au Congrès des Etats-Unis qui prévoyait l'imposition de sanctions aux entreprises étrangères exportant des produits pétroliers ou des produits destinés à l'exportation vers les gisements de pétrole iraniens.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

26. Etats-Unis - Mesures récentes prises en vertu de l'article 301 de la Loi générale de 1988 sur le commerce extérieur et la concurrence (WT/GC/M/1, 3)

A la réunion tenue par le Conseil général le 31 janvier 1995, le représentant de la Colombie a exprimé sa préoccupation devant une enquête engagée peu de temps auparavant par les Etats-Unis conformément à l'article 301 de leur Loi générale de 1988 sur le commerce extérieur et la concurrence concernant le régime d'exportation des bananes de la Colombie vers la Communauté européenne.

Les représentants du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique et de Hong Kong, ainsi que le Président, ont pris la parole.

Le Conseil a pris note des déclarations.

A sa réunion du 3 avril 1995, le Conseil général a de nouveau examiné cette question.

Les représentants du Costa Rica, de la Colombie, des Communautés européennes, du Chili, du Nicaragua et du Venezuela ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

27. Négociations sur les services financiers (WT/GC/M/5)

A la réunion tenue par le Conseil général le 11 juillet 1995, le représentant des Communautés européennes a dit que la Communauté et ses Etats membres restaient attachés à la libéralisation des services financiers dans le cadre de l'OMC, et invitaient tous les participants aux négociations à maintenir leur meilleure offre sur une base NPF afin que tout accord qui serait conclu recueille une adhésion aussi large que possible avant l'échéance fixée pour l'achèvement des négociations, à savoir le 28 juillet 1995.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

28. Organisation et méthodes de travail des organes de l'OMC (WT/GC/M/3)

A la réunion tenue par le Conseil général le 3 avril 1995, le représentant des Communautés européennes a dit que si la pratique habituelle qui consistait à tenir des réunions informelles, cas par cas, pour examiner des sujets déterminés, était indispensable et facilitait la prise de décisions lors des réunions formelles, il était superflu de tenir des réunions informelles au cours desquelles était examinée la totalité de l'ordre du jour proposé pour une réunion formelle.

Le représentant de l'Egypte et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

29. Langue de travail du Comité technique des règles d'origine institué sous les auspices de l'Organisation mondiale des douanes (WT/GC/M/1)

A la réunion tenue par le Conseil général le 31 janvier 1995, le représentant du Chili s'est déclaré préoccupé par le fait qu'il n'y aurait pas d'interprétation vers l'espagnol à la première réunion du Comité technique des règles d'origine de l'Organisation mondiale des douanes qui devait se tenir à Bruxelles au mois de février.

Le représentant de l'Argentine, également au nom des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, a pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a autorisé son Président à transmettre les préoccupations exprimées par le Chili et l'Argentine au Secrétariat de l'Organisation mondiale des douanes.

30. Présence aux réunions de l'OMC des délégations qui ont demandé l'inscription d'un point à l'ordre du jour (WT/GC/M/7, 8)

A la réunion du Conseil général tenue le 30 octobre 1995, le représentant de l'Argentine a proposé qu'à la réunion suivante, le Conseil envisage d'adopter une décision aux termes de laquelle le Président d'un organe de l'OMC ne ferait pas l'examen d'un point dont une ou plusieurs délégations avaient proposé l'inscription à l'ordre du jour de la réunion de cet organe si la ou les délégations en question ne se trouvaient pas dans la salle pour présenter ce point en leur propre nom et participer au débat qu'il pourrait susciter.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné une communication de l'Argentine sur cette question (WT/GC/W/14).

Les représentants de l'Argentine, de l'Inde et du Zimbabwe, ainsi que le Président, ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

31. Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/GC/M/8)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné les propositions soumises par le Président, après consultations avec les Présidents des autres organes de l'OMC et avec le Secrétariat, concernant l'examen annuel des activités de l'OMC et la présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/GC/W/15/Rev.1).

Les représentants des Etats-Unis, des Communautés européennes et de l'Inde ont pris la parole.

Le Conseil général a adopté les procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/105) étant entendu que le Président consulterait le Président de l'OEPC au sujet du fait que l'examen annuel des activités de l'OMC devait avoir lieu parallèlement au tour d'horizon de l'évolution du commerce international et du système commercial prévu dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales.

32. Lignes directrices concernant l'organisation des réunions (WT/GC/M/8)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné les lignes directrices concernant l'organisation des réunions (WT/GC/W/16) qui ont été élaborées à la suite de consultations approfondies avec les délégations et en vue d'assurer le bon déroulement des réunions des organes de l'OMC.

Le Président a dit que l'ORD, le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements et l'OSpT avaient des impératifs particuliers pour leurs réunions et qu'il devait par conséquent être entendu que l'on ne ménagerait aucun effort pour établir le programme des réunions de ces organes conformément aux lignes directrices figurant dans le document WT/GC/W/16, mais que l'on ferait preuve de la flexibilité nécessaire dans les cas où cela ne serait pas possible. Il a ajouté que le programme des réunions de l'OMC serait établi en tenant compte, autant que possible, du calendrier des réunions des autres organisations intergouvernementales à Genève, comme la CNUCED, et en ayant présent à l'esprit la charge de travail que cela impliquait pour elles.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté les lignes directrices concernant l'organisation des réunions (WT/L/106).

33. Calendrier des réunions du Conseil général (WT/GC/M/1, 3)

A la réunion tenue par le Conseil général le 31 janvier 1995, le Président a proposé que le Conseil général se réunisse en principe tous les trimestres, et tienne davantage de réunions si le nombre des questions à examiner l'exigeait. Il a annoncé son intention de tenir des consultations informelles à ce sujet.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

A la réunion tenue par le Conseil général le 3 avril 1995, Le Président a dit qu'il ressortait des consultations auxquelles il avait procédé que la proposition qu'il avait faite à la réunion du 31 janvier était acceptable, à savoir que le Conseil général se réunirait en principe tous les trimestres et tiendrait davantage de réunions si nécessaire.

Le Conseil général a pris note de cette information.

34. Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/GC/M/5, 6, 9)

A la réunion tenue par le Conseil général le 11 juillet 1995, le Président a dit que si des progrès substantiels avaient été accomplis au cours des consultations informelles dans la définition des propositions concernant ces procédures, il restait néanmoins des points en suspens qui devaient encore être précisés, et le Conseil général aurait donc à revenir sur cette question dans un avenir proche.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

A sa réunion du 31 juillet 1995, le Conseil général a de nouveau examiné cette question.

Le Président a pris la parole.

Le Conseil général est convenu que les délégations auraient plus de temps pour arrêter leur position, que de nouvelles consultations informelles seraient organisées sur cette question ainsi que sur les lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales, et qu'il reviendrait sur ces deux points à sa prochaine réunion.

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a de nouveau examiné cette question.

Le Président a pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

35. Arrangements en vue d'une coopération efficace avec d'autres organisations intergouvernementales

a) ONU (WT/GC/M/3, 8)

En adoptant le rapport du Comité préparatoire (PC/R) le 31 janvier, le Conseil général avait approuvé le paragraphe 54 de ce rapport, dans lequel il était dit que "Le Comité préparatoire ne voyait pas de raison d'établir des liens institutionnels formels entre l'OMC et les Nations Unies, bien qu'il ait été souligné que des relations de coopération seraient nécessaires entre les deux organisations; l'OMC pourrait examiner ce dernier point."

A la réunion tenue par le Conseil général le 3 avril 1995, le Président a rendu compte des consultations informelles qu'il avait eues concernant les arrangements en vue d'une coopération entre les deux organisations et a proposé que le Conseil général confirme que les Membres demandaient au Secrétariat d'élaborer avec l'ONU un arrangement global<sup>16</sup> fondé sur les mêmes relations de travail efficaces que celles qui existaient entre le GATT et l'ONU.

---

<sup>16</sup>Cette question est également traitée au point 37 a) - "Relations entre le Centre du commerce international CNUCED/GATT et l'OMC".

Le Conseil général en est ainsi convenu.

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné une communication du Directeur général (WT/GC/W/10) informant les Membres que les deux Secrétariats avaient conclu un arrangement global par un échange de lettres signées par le Secrétaire général de l'ONU et par lui-même.

Le représentant des Etats-Unis et le Directeur général ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note de la communication du Directeur général distribuée sous la cote WT/GC/W/10 et des déclarations.

b) FMI et Banque mondiale (WT/GC/M/3, 5)

A sa réunion du 3 avril 1995, le Président a informé le Conseil général que la question des relations entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale faisait l'objet de consultations menées par M. Rossier (Suisse) et que le Conseil général y reviendrait à une date ultérieure.

Le Conseil général a pris note de cette information.

A la réunion tenue par le Conseil général le 11 juillet 1995, M. Rossier a donné lecture d'une série de "conclusions proposées" résultant des consultations qu'il avait menées, et qui, après avoir reçu l'approbation du Conseil général, seraient transmises au Directeur général pour servir de base à la recherche d'un accord sur les relations futures entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale.

Le représentant des Communautés européennes et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a approuvé la série de "conclusions proposées" dont M. Rossier avait donné lecture et a pris note des déclarations.

Le Directeur général et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

c) OMPI (WT/GC/M/9)

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a examiné un projet d'accord de coopération entre l'OMPI et l'OMC figurant dans le document IP/C/6 qui avait été récemment approuvé par le Conseil des ADPIC.

Le Président a proposé que le Conseil général approuve le texte du projet d'accord et convienne de déléguer au Conseil des ADPIC le pouvoir de prendre toute autre mesure nécessaire au nom de l'OMC pour que l'Accord puisse entrer en vigueur comme prévu le 1er janvier 1996.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

36. Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales conformément à l'article V:2 de l'Accord sur l'OMC (WT/GC/M/5, 6, 9)

A la réunion tenue par le Conseil général le 11 juillet 1995, le Président a indiqué que, si des progrès considérables avaient été accomplis au cours des consultations informelles sur cette question,

il fallait néanmoins tenir d'autres consultations pour mettre définitivement au point un projet qui pourrait ensuite être soumis au Conseil général pour approbation.

Le représentant des Communautés européennes et le Président du Comité du commerce et de l'environnement ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

A sa réunion du 31 juillet 1995, le Conseil général est revenu sur cette question.

Le Président a pris la parole.

Le Conseil général est convenu que les délégations auraient un délai supplémentaire pour arrêter leur position, que de nouvelles consultations seraient organisées sur cette question ainsi que sur les procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents, et que le Conseil général reviendrait sur ces deux points à sa réunion suivante.

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a de nouveau examiné cette question.

Les représentants des Etats-Unis, des Communautés européennes, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de Hong Kong, du Canada et de l'Australie, ainsi que le Président, ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

### 37. Centre du commerce international CNUCED/GATT

#### a) Relations entre le Centre du commerce international CNUCED/GATT et l'OMC (WT/GC/M/3)

A la réunion du Conseil général du 3 avril 1995, le Président a rendu compte des consultations informelles qu'il avait tenues à propos des relations de l'OMC avec le CCI, et a proposé qu'il soit convenu que le CCI devrait être géré conjointement par l'OMC et la CNUCED, celle-ci agissant au nom de l'ONU. Il a également proposé que les recommandations du Comité du budget concernant le CCI, adoptées par le Conseil général<sup>17</sup>, soient transmises à l'ONU et que les négociations soient engagées rapidement. Cet élément budgétaire faisait partie de l'ensemble des éléments devant être négociés par le Secrétariat dans le cadre des relations de coopération avec cette organisation.<sup>18</sup>

Le représentant de l'Argentine et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a approuvé les propositions du Président.<sup>19</sup>

---

<sup>17</sup>Voir le document WT/BFA/2, paragraphe 1, et le document WT/GC/M/3, point 8.

<sup>18</sup>Pour ce qui est des arrangements de coopération avec l'ONU, se reporter au point 35 a) - "Arrangements en vue d'une coopération efficace avec d'autres organisations intergouvernementales - ONU".

<sup>19</sup>A la réunion du Conseil général du 15 novembre, au sujet du débat sur les arrangements conclus entre l'OMC et l'ONU, le Directeur général a annoncé que le "Centre du commerce international CNUCED/GATT" s'appellerait maintenant le "Centre du commerce international CNUCED/OMC".



b) Rapport du Groupe consultatif commun (WT/GC/M/8)

A sa réunion du 15 novembre 1995, le Conseil général a examiné le rapport du Groupe consultatif commun du Centre du commerce international CNUCED/GATT sur sa vingt-huitième session (ITC/AG(XXVIII)/150 et Annexe I).

Le Président du Groupe a présenté le rapport. Les représentants des Communautés européennes, de la Suisse, de l'Argentine au nom du Groupe informel des pays en développement, et du Canada, ainsi que le Directeur exécutif du Centre du commerce international, le Directeur général et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a adopté le rapport.

38. Activités dans le domaine de la formation (WT/GC/M/9)

A la réunion du Conseil général tenue les 13 et 15 décembre 1995, le Président a appelé l'attention des participants sur un rapport concernant les activités dans le domaine de la formation, distribué sous la cote WT/L/108. Si, dans le cadre du GATT de 1947, les rapports de ce type étaient examinés par le Conseil, cette question n'avait pas été inscrite à l'ordre du jour de la réunion du Conseil général car la formation, en tant que partie intégrante des activités générales de coopération technique de l'OMC, avait fait l'objet d'une discussion approfondie au sein du Comité du commerce et du développement.

Les représentants du Zimbabwe, de la Suisse, de l'Argentine, au nom du Groupe informel des pays en développement, et de l'Egypte, ainsi que le Directeur général et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

39. Ratification de l'Accord sur l'OMC

a) Cameroun (WT/GC/M/6)

A la réunion du 31 juillet 1995, le représentant du Cameroun a informé le Conseil général que son pays avait récemment achevé ses procédures internes de ratification de l'Accord sur l'OMC et que l'instrument de ratification serait bientôt déposé auprès du Secrétariat.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

b) Egypte (WT/GC/M/4)

A la réunion du 31 mai 1995, le représentant de l'Egypte a informé le Conseil général que son pays avait achevé ses procédures internes de ratification de l'Accord sur l'OMC et qu'un instrument de ratification avait été déposé auprès du Secrétariat le jour même.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

c) Pologne (WT/GC/M/4)

A la réunion du 31 mai 1995, le représentant de la Pologne a informé le Conseil général que son pays avait mené à bien le processus de ratification de l'Accord sur l'OMC et des Accords

commerciaux multilatéraux qui y étaient annexés, et que l'Accord entrerait en vigueur pour la Pologne le 1er juillet 1995.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

d) Suisse (WT/GC/M/3)

A la réunion du 3 avril 1995, le représentant de la Suisse a informé le Conseil général que son pays était désormais en mesure de modifier sa législation nationale afin de mettre en oeuvre les Accords du Cycle d'Uruguay, qu'il le ferait pour la fin du mois de mai au plus tard et que l'instrument de ratification pourrait être déposé peu après.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

e) Turquie (WT/GC/M/1)

A la réunion du 31 janvier 1995, le représentant de la Turquie a informé le Conseil général que l'Assemblée nationale de son pays avait adopté une loi, entrée en vigueur le 1er janvier 1995, qui prévoyait la ratification de l'Accord sur l'OMC, et qu'un instrument de ratification formel serait présenté sous peu au Secrétariat.

Le représentant des Communautés européennes a pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

40. Conférence ministérielle de 1996

a) Lieu de la Conférence (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, la représentante de Singapour a rappelé qu'à la réunion ministérielle de Marrakech, son gouvernement avait offert d'accueillir la première Conférence ministérielle de l'OMC. Il était ressorti des consultations menées par la suite avec les Membres du GATT et de l'OMC que cette offre bénéficiait d'un soutien massif, ce qui fournissait une base suffisante pour prendre une décision par consensus, décision dont son gouvernement souhaitait qu'elle soit prise à cette réunion.

Les représentants de l'Indonésie, également au nom du Brunéi Darussalam, de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande, de la Malaisie au nom du Groupe informel des pays en développement, de Hong Kong, des Communautés européennes, du Mexique, du Maroc au nom du Groupe africain, de l'Argentine au nom des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, du Canada, de l'Australie, de la Corée, du Japon, de l'Inde, de la Hongrie, du Pakistan, et de la Turquie ont pris la parole.

Le Conseil général a remercié le gouvernement de Singapour pour son invitation, est convenu par consensus que la première Conférence ministérielle serait tenue à Singapour, et a autorisé son Président à mener des consultations au sujet des dates exactes de la Conférence.

Le représentant de Singapour a pris la parole.

b) Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle (WT/GC/M/6)

A la réunion du Conseil général du 31 juillet 1995, le Président a dit qu'il avait l'intention de discuter avec les délégations, après les vacances d'été, de questions ayant trait à l'organisation de

la Conférence ministérielle, et notamment à l'organe préparatoire qu'il faudrait établir et à la personne qui le présiderait; il a fait part de ses premières réflexions sur ce sujet.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

41. Traitements et pensions du personnel de l'OMC (WT/GC/M/7)

A sa réunion du 30 octobre 1995, le Conseil général a examiné la question des traitements et pensions du personnel de l'OMC. A cette fin, il était saisi d'une communication du Président du Comité du budget, des finances et de l'administration adressée au Président du Conseil général (WT/GC/W/11) à laquelle était joint un projet de décision présenté par le Président du Comité du budget sous sa propre responsabilité, ainsi que d'une proposition soumise par le Président du Conseil général, également sous sa propre responsabilité (WT/GC/W/12).

Les représentants de la Tunisie, de la Colombie, du Japon, de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE, de la Suisse, de la Norvège, du Canada, de l'Espagne, de l'Australie, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, de la Trinité-et-Tobago, de l'Argentine, de l'Inde, du Maroc, du Royaume-Uni, de Hong Kong, du Brésil, du Chili, de l'Allemagne, du Sénégal, de l'Egypte, de la Corée, des Etats-Unis et de la Belgique, ainsi que le Président du Conseil du personnel de l'OMC, le Président du Comité du budget, des finances et de l'administration, le Directeur général et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a adopté la décision proposée par le Président (WT/GC/W/12) (WT/L/91).

42. Directeur général et Directeurs généraux adjoints (WT/GC/M/2)

- a) Désignation d'un nouveau Directeur général
- b) Création d'un autre poste de Directeur général adjoint

A sa réunion du 24 mars 1995, le Conseil général a examiné la question de la désignation du successeur du Directeur général sortant, M. Peter Sutherland.

Les consultations menées pendant les neuf mois précédents ayant abouti à un consensus, le Président a proposé que les Membres conviennent de nommer officiellement M. Renato Ruggiero Directeur général de l'OMC, pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1er mai 1995.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a ensuite rendu compte de certains points qui avaient été convenus lors des consultations, notamment que le prochain Directeur général ne serait pas européen et qu'un autre poste de Directeur général adjoint serait créé. Il a alors proposé que des consultations soient menées par le Président du Conseil général, en temps utile, en vue d'élaborer des procédures plus efficaces pour la désignation des futurs Directeurs généraux.

Le Conseil général a noté qu'il avait été entendu que le prochain Directeur général ne serait pas européen, a invité le Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC à s'occuper de la question de la création d'un autre poste de Directeur général adjoint et à faire rapport au Conseil général à ce sujet, compte tenu des intérêts et préoccupations de certaines régions, en particulier l'Afrique, en ce qui concerne les désignations futures, et a autorisé le Président à engager des consultations, en temps utile, au sujet des procédures à suivre à l'avenir pour la désignation des futurs Directeurs généraux.

Les représentants du Maroc au nom des pays africains, de la Corée, de la Turquie, des Communautés européennes, de la Suisse, de la France, du Bangladesh au nom des pays les moins avancés, du Brésil au nom des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, du Canada et de l'Italie, ainsi que le Président du Comité du budget et le Président ont pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

43. Statut d'observateur

a) Gouvernements<sup>20</sup>

i) Demandes présentées par un certain nombre d'Etats et de territoires douaniers distincts (WT/GC/M/1)

A sa réunion du 31 janvier 1995, le Conseil général a examiné les demandes de statut d'observateur présentées par les Etats et territoires douaniers suivants: Equateur (WT/L/4), Panama (WT/L/5), Qatar (WT/L/8), Bulgarie (WT/L/10), Mongolie (WT/L/12), Soudan (WT/L/13), Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (WT/L/14), ex-République yougoslave de Macédoine (WT/L/16), Fédération de Russie (WT/L/17), République de Croatie (WT/L/18), Ukraine (WT/L/19) et République du Bélarus (WT/L/21).

Le Président a indiqué que les gouvernements d'un certain nombre de ces pays, à savoir la Croatie, l'Equateur, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Qatar, la Fédération de Russie, le Soudan et l'Ukraine, étaient en train de négocier leur accession à l'OMC. La pratique habituelle des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 consistait à inviter automatiquement, et à titre de courtoisie, les gouvernements pour lesquels le processus d'accession avait été formellement engagé à assister aux réunions en qualité d'observateur. Le Président a donc proposé que ces gouvernements et les autres gouvernements pour lesquels le processus d'accession avait été formellement engagé soient invités à assister en qualité d'observateur aux réunions du Conseil général et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'à celles de l'ORD, du MEPC et de la Conférence ministérielle, à l'exception des réunions du Comité du budget, des finances et de l'administration.<sup>21</sup>

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a ensuite proposé que, compte tenu de la décision qui venait d'être prise, le Cambodge et l'Ouzbékistan, qui étaient en train de négocier leur accession à l'OMC, soient également invités à assister aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC en qualité d'observateur. De même, il a proposé que la décision concernant la demande de statut d'observateur présentée par le Viet Nam (WT/L/15) soit prise en liaison avec la demande d'accession de ce pays. Le Président a ensuite fait observer qu'aux termes de la Décision relative à l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services que le Conseil général adopterait à un stade ultérieur de la réunion, la Grenade, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Saint-Kitts-et-Nevis et les Emirats

---

<sup>20</sup>Voir également le point 44 intitulé "Statut des pays les moins avancés dont les listes concernant les marchandises et les services ont été approuvées par le Conseil général (WT/L/70) et des autres participants non votants visés par la Décision du Conseil général reproduites dans le document WT/L/27" et le point 1 b) intitulé "Participation aux réunions des organes de l'OMC de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC".

<sup>21</sup>De la même manière, le Conseil général a ensuite accueilli en qualité d'observateur l'Albanie, l'Algérie, l'Arménie, l'Estonie et la Lettonie, pour lesquelles les Groupes de travail de l'accession au GATT de 1947 avaient été transformés en Groupes de travail de l'accession à l'OMC.

arabes unis auraient jusqu'au 31 mars 1995 pour achever et soumettre leurs listes négociées. Par conséquent, ces gouvernements devraient également être invités à assister aux réunions du Conseil général et des autres organes de l'OMC en qualité d'observateur jusqu'à cette date.<sup>22</sup>

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le Président a ensuite indiqué que la Bulgarie, la Mongolie, le Panama et le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu avaient tous fait part de leur intention d'accéder à l'OMC. En vertu des procédures que le Conseil général devait approuver à un stade ultérieur de la réunion, les demandes de statut d'observateur présentées par les gouvernements devaient normalement être accompagnées d'une description des politiques économiques et commerciales actuelles de ces gouvernements, ainsi que des éventuelles réformes prévues de ces politiques. Comme les gouvernements susmentionnés avaient engagé le processus d'accession au GATT de 1947 et avaient fourni les renseignements considérés dans ce contexte, on pouvait présumer qu'ils avaient rempli cette condition. Le Président a donc proposé au Conseil général de leur accorder le statut d'observateur.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

ii) Oman (WT/GC/M/3)

A sa réunion du 3 avril 1995, le Conseil général a examiné la demande de statut d'observateur auprès du Conseil général et de ses organes subsidiaires présentée par Oman (WT/L/33) et a accédé à cette demande.

Le représentant d'Oman a pris la parole (en qualité d'observateur).

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

iii) Chine (WT/GC/M/5)

A sa réunion du 11 juillet 1995, le Conseil général a examiné la demande de statut d'observateur auprès du Conseil général et de ses organes subsidiaires présentée par la Chine (WT/L/72) et a accédé à cette demande.

Les représentants de la Malaisie au nom des pays de l'ANASE, du Pakistan, de l'Inde, de l'Argentine, des Communautés européennes, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de l'Uruguay, de la Colombie au nom des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Égypte, de la Jamaïque, du Brésil, du Chili, de la Suisse, du Mexique, d'Israël, du Canada, du Nigéria, du Japon, de la Corée, de la Hongrie, du Pérou, de la Norvège, de la Tunisie, de Hong Kong, de la Pologne, de la Côte d'Ivoire, de la République slovaque, de la Turquie, de la République tchèque, de Cuba, de la Roumanie, de Chypre, de l'Islande et de la Chine (en qualité d'observateur) ont fait une déclaration.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

---

<sup>22</sup>Comme il est dit au titre du point 1 f), le Conseil est convenu le 11 juillet que la Grenade, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Qatar, Saint-Kitts-et-Nevis et les Emirats arabes unis, qui étaient visés par la Décision relative à l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30), et dont le processus d'accession était en cours, conservent leur statut d'observateur auprès des organes de l'OMC jusqu'au 31 décembre 1995.

b) Organisations internationales intergouvernementales<sup>23</sup> (WT/GC/M/3, 4, 5, 6, 8)

A la réunion du 3 avril 1995, le Président a informé le Conseil général qu'en attendant l'adoption des critères et conditions régissant l'octroi du statut d'observateur aux organisations internationales intergouvernementales, les Chefs de délégation avaient, lors d'une réunion informelle tenue le 16 mars, approuvé des arrangements *ad hoc*, dont il a donné lecture, afin de permettre aux organisations dont les travaux présentaient un intérêt pour les divers organes de l'OMC d'assister aux réunions de ces organes en qualité d'observateur. Compte tenu de ces arrangements *ad hoc*, le Président a proposé que l'ONU, la CNUCED, le FMI, la Banque mondiale, la FAO, l'OMPI et l'OCDE soient invités à assister à cette réunion, ainsi qu'à la réunion suivante du Conseil général.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

A la réunion du Conseil général du 31 mai 1995, le Président a dit qu'il croyait comprendre que, dans l'attente d'un accord sur les lignes directrices régissant l'octroi du statut d'observateur aux organisations internationales, l'ONU, la CNUCED, le FMI, la Banque mondiale, la FAO, l'OMPI et l'OCDE seraient invités à la réunion suivante du Conseil général, conformément aux arrangements *ad hoc* approuvés le 16 mars.

Le Conseil général a pris note de cette information.

A la réunion du Conseil général du 11 juillet 1995, le Président a rappelé ce qu'il avait dit précédemment quant à son interprétation concernant cette question.

Le Conseil général a pris note de cette information.

A la réunion du Conseil général du 31 juillet 1995, le Président a rappelé ce qu'il avait dit précédemment quant à son interprétation concernant cette question.

Le Conseil général a pris note de cette information.

A la réunion du Conseil général du 15 novembre 1995, le Président a rappelé ce qu'il avait dit précédemment quant à son interprétation concernant cette question.

Le Conseil général a pris note de cette information.

44. Statut des pays les moins avancés dont les listes concernant les marchandises et les services ont été approuvées par le Conseil général (WT/L/70) et des autres participants non votants visés par la Décision du Conseil général reproduite dans le document WT/L/27 (WT/GC/M/5)

A la réunion du Conseil général du 11 juillet 1995, le Président a proposé que, compte tenu de la Décision concernant la participation aux réunions des organes de l'OMC de certains signataires de l'Acte final admis à devenir Membres originels de l'OMC (WT/L/27), le statut de participant non votant auprès des organes de l'OMC soit accordé jusqu'au 31 juillet 1995 aux pays les moins avancés dont les listes avaient été approuvées en mai<sup>24</sup> conformément à la Décision de Marrakech en faveur des pays les moins avancés, mais qui n'avaient pas encore accepté l'Accord sur l'OMC. Il a également

---

<sup>23</sup>Voir aussi le point 1 c) - "Participation de l'ONU, de la CNUCED, du FMI et de la Banque mondiale à la première réunion du Conseil général en qualité d'observateurs".

<sup>24</sup>Voir le point 2 - "Approbation des listes concernant les marchandises et les services conformément à la Décision ministérielle en faveur des pays les moins avancés".

proposé qu'après cette date, lorsque le statut de participant non votant n'existerait plus, le statut d'observateur soit accordé aux pays les moins avancés jusqu'au 31 décembre 1996, date à laquelle le délai de deux ans mentionné à l'article XIV:1 de l'Accord sur l'OMC arriverait à expiration. Les pays concernés étaient les suivants: Angola, Burundi, Gambie, Guinée, Haïti, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone, Tchad et Zaïre.<sup>25</sup>

S'agissant des autres participants non votants visés par la Décision reproduite dans le document WT/L/27 qui n'auraient pas encore ratifié l'Accord sur l'OMC le 31 juillet, le Président a proposé que le statut d'observateur auprès des organes de l'OMC leur soit accordé jusqu'au 31 décembre 1996. Les pays concernés étaient les suivants: Bénin, Bolivie, Cameroun, Congo, Fidji, Liechtenstein, Madagascar, Nicaragua et Niger.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

45. Désignation des présidents de l'Organe de règlement des différends, de l'Organe d'examen des politiques commerciales, du Conseil du commerce des marchandises, du Conseil du commerce des services, du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, du Comité du commerce et du développement, du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, du Comité du budget, des finances et de l'administration et du Comité du commerce et de l'environnement (WT/GC/M/1, 3, 9)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, le Président sortant des PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, M. Szepesi (Hongrie), a proposé les nominations ci-après aux postes de président des organes de l'OMC:

- Organe de règlement des différends: M. D. Kenyon (Australie)
- Organe d'examen des politiques commerciales: Vice-Président: M. Lecheheb (Maroc)
- Conseil du commerce des marchandises: M. M. Endo (Japon)
- Conseil du commerce des services: M. C. Manhusen (Suède)
- Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce: M. S. Harbinson (Hong Kong)
- Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements: M. P. Witt (Allemagne)
- Comité du budget, des finances et de l'administration: M. J.-M. Metzger (France)
- Comité du commerce et du développement: M. S. Haron (Malaisie)
- Comité du commerce et de l'environnement: M. J. Sanchez Arnau (Argentine)

Le Conseil général a approuvé les nominations proposées.

A sa réunion du 3 avril 1995, le Conseil général a approuvé la nomination de M. Osorio Londoño (Colombie) au poste de Président de l'Organe d'examen des politiques commerciales.

A la réunion du Conseil général tenue les 13 et 15 décembre 1995, le Président a indiqué que conformément aux lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC (WT/L/31), il était en mesure de soumettre la liste de candidats ci-après au Conseil général pour approbation:

- Conseil général: M. W. Rossier (Suisse)
- Organe de règlement des différends: M. C. Lafer (Brésil)
- Conseil du commerce des marchandises: M. S. Narayanan (Inde)

---

<sup>25</sup>Les Iles Salomon sont venues s'ajouter à cette liste après l'approbation de leurs listes à la réunion du Conseil général des 13 et 15 décembre 1995 (voir point 2).

- Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce: M. W. Armstrong (Nouvelle-Zélande)
- Conseil du commerce des services: Mme L. Bautista (Philippines)
- Organe d'examen des politiques commerciales: Mme A. Anderson (Irlande)
- Comité du commerce et de l'environnement: M. J. Sanchez Arnau (Argentine)
- Comité du commerce et du développement: M. N. Benjelloun-Touimi (Maroc)
- Comité du budget, des finances et de l'administration: M. J. Yokota (Japon)
- Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements: M. P. Witt (Allemagne)

Le Conseil général a approuvé les nominations.

46. Election du Président (WT/GC/M/1)

A la réunion du Conseil général du 31 janvier 1995, M. K. Kesavapany (Singapour) a été élu Président à l'unanimité.

47. Examen des activités de l'OMC<sup>26</sup> (WT/GC/M/9)

48. Tour d'horizon annuel de l'évolution du commerce international et du système commercial<sup>26</sup> (WT/GC/M/9)

A sa réunion des 13 et 15 décembre 1995, le Conseil général a procédé à un examen des activités de l'OMC conformément à la Décision relative aux procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/105), ainsi qu'à un tour d'horizon de l'évolution du commerce international et du système commercial comme il est demandé à la section G du texte concernant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales. Il a pour cela examiné les rapports annuels des organes de l'OMC (WT/GC/W/25, WT/CTE/W/17, WT/L/107, WT/L/90 et WT/L/92) ainsi qu'un rapport annuel présenté par le Directeur général (WT/TPR/OV/1).

Les Présidents des organes respectifs de l'OMC ont présenté les rapports de ces organes.

Le Conseil général a pris note des rapports des organes de l'OMC figurant dans les documents WT/GC/W/25, WT/CTE/W/17, WT/L/107, WT/L/90 et WT/L/92, ainsi que des déclarations.

Le Président de l'Organe d'examen des politiques commerciales et le Directeur général ont ensuite pris la parole.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

Des représentants ont ensuite fait des déclarations sur ces deux points<sup>27</sup>. Le Conseil est ensuite convenu que l'examen des activités de l'OMC et le tour d'horizon de l'évolution du commerce international et du système commercial avaient été menés à bien.

---

<sup>26</sup>A la suggestion du Président, les questions relevant des points 47 et 48 ont été examinées en même temps, ce dont il est tenu compte dans le compte rendu de la réunion.

<sup>27</sup>Ces déclarations ont ensuite été distribuées dans des documents publiés dans la série WT/GC(95)/ST/-.